

# Climat : le clivage Nord-Sud resurgit à Bonn

- La 23<sup>e</sup> Conférence des Nations unies sur le climat entame sa deuxième semaine dans une ambiance assez tendue.
- Les pays en développement demandent aux pays développés de tenir les engagements prévus pour 2020.

## PLANÈTE

Joël Cossardeaux  
@JolCossardeaux

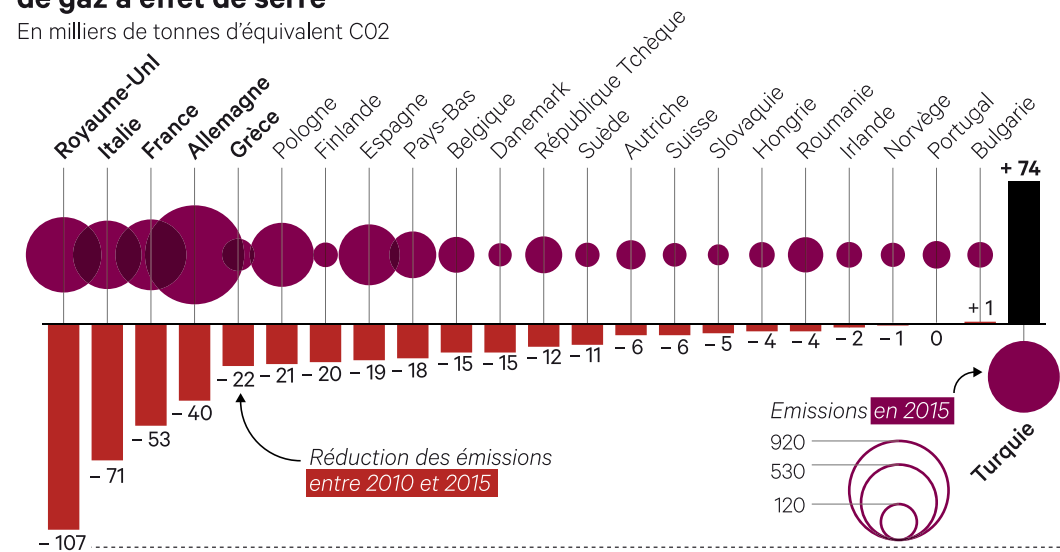
Avant que l'Accord de Paris n'entre en vigueur, deux années vont s'écouler pendant lesquelles il n'est pas question de rester inerte. Les délégations des pays en développement l'ont fermement rappelé à Bonn où se tient depuis le 6 novembre la 23<sup>e</sup> Conférence des Nations unies sur le climat. Une COP sous présidence fidjienne dont la première semaine se sera un peu trop focalisée à leur goût sur les règles d'application de l'accord historique conclu le 12 décembre 2015 par 197 pays.

Même si le temps presse pour caler ce « mode d'emploi » – il doit être impérativement fixé dans un an, à la COP24 de Katowice (Pologne) –, les pays du Sud ont exhorté ceux du Nord au respect d'autres objectifs, essentiels à leurs yeux, compte tenu de l'urgence climatique que qui frappe à leur porte. Ces objectifs sont ceux de la seconde période (2013-2020) du protocole de Kyoto de 1997 sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) applicables aux seuls pays développés.

Un sujet sur lequel cette COP a été soupçonnée, jeudi, de faire l'impasse par les représentants du Like-Minded Developing Countries (LMDC), un groupe de 25 pays emmenés par la Chine et l'Inde. Ils déplorent d'importants écarts entre l'engagement pris en 2012 à la COP18 de Doha (Qatar) par les pays développés de renforcer leur plan climatique avant 2020 et sa traduction concrète. « Nous ne voyons guère de progrès », a regretté le délégué chinois Chen Zhihu. « Il y a un manque. Et pas uniquement sur les actions mais aussi sur le soutien » aux pays en développement. « Si nous ne respectons pas les décisions

## Les bons élèves de la réduction en valeur absolue des émissions de gaz à effet de serre

En milliers de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>



« LES ÉCHOS » / SOURCE : EUROPEAN CLIMATE LEADERSHIP REPORT 2017

prises, comment construire la confiance, et comment donner une bonne base à l'application de l'Accord de Paris ? » a-t-il interrogé.

### Ne pas « raviver de vieilles disputes »

Le groupe LMDC a demandé que cette question, qui inclut la question des 100 milliards de dollars annuels promis au pays pauvres à partir de 2020, soit inscrite à l'agenda de la COP23. Ce qui est revenu à alourdir le climat jusqu'à lors plutôt serein de cette conférence. L'initiative a été assez mal prise par les Européens. Un représentant du ministère de l'Environnement allemand a déclaré y voir des « signes inquiétants » de nature à « raviver de vieilles disputes dans les négociations actuelles ». Cette réaction s'explique par le fait que la réclamation du groupe LMDC visait l'UE qui n'a toujours pas ratifié la seconde période du protocole de Kyoto. « Tout cela peut nuire à l'esprit de la négociation. C'est le Nord

« Nous devons aussi faire davantage pour aider les pays à faire face aux chocs climatiques, notamment les plus vulnérables. »

ANTONIO GUTERRES  
Secrétaire général  
des Nations unies

contre le Sud alors que l'Accord de Paris c'est le Nord avec le Sud », s'alarme Pierre Cannet, expert climat du WWF France. Mais d'estimer, en même temps, que les pays industrialisés doivent « aller plus loin sur la période pré-2020 ». Notamment les Etats membres de l'UE, laquelle aura probablement dépassé ses objectifs d'ici à deux ans.

L'annonce par l'Allemagne d'un versement de 50 millions de dollars au Fonds d'adaptation aux changements climatiques des Nations unies a été reçue comme un geste positif. Mais suffira-t-il à désamorcer la controverse de la semaine écoulée ? Les ONG, qui aimeraient voir la France envoyer le même type de signal, redoutent qu'elle ne devienne un sujet de débat pour les ministres attendus dans les prochains jours à Bonn. Le volet politique de la COP démarre en effet mercredi en présence d'Angela Merkel, d'Emmanuel Macron et de chefs d'Etats africains. ■

## L'Allemagne, mauvais élève de l'Europe

L'ONG Energy for Humanity juge la transition énergétique menée outre-Rhin désastreuse pour le climat. Au contraire, la politique énergétique du Royaume-Uni est approuvée.

La Grande-Bretagne tout en haut du podium et l'Allemagne au fond de la classe. Le classement que vient de publier l'ONG Energy for Humanity sur les performances des pays de l'Union européenne (UE), élargie à plusieurs Etats non membres (Suisse, Turquie, Norvège, notamment), ne laisse pas de surprendre. On savait que la transition énergétique à l'allemande – l'Energiewende – tarderait à donner les résultats attendus, mais pas au point d'avoir « empiré la situation du climat », comme l'en accuse ce rapport.

Le pays hôte de la COP 23, qui émet à lui seul 18,3 % du total des émissions de gaz à effet de serre (GES) des 33 pays étudiés, se voit reprocher de ne pas se décarboner aussi vite que les autres grands pays émetteurs, que sont notamment la France et le Royaume-Uni. La raison ? La réduction de la production électrique d'origine nucléaire a enfermé le pays dans « la pire dépendance possible aux énergies fossiles, celle du charbon », estime l'ONG. Ses émissions ont diminué de 4,09 % entre 2010 et 2015, contre -4,82 % entre 2005 et 2010 lorsque son parc nucléaire était plus développé.

« En exportant son électricité d'origine fossile, l'Allemagne augmente sensiblement l'intensité CO<sub>2</sub> de la consommation électrique des pays voisins », observent aussi les auteurs de cette étude. Parmi

ces riverains figure l'Autriche, qui ne produit pas un kilowatt d'énergie nucléaire, mais s'appuie beaucoup sur les centrales à charbon. Ses émissions rapportées à son produit intérieur brut étaient en 2010 plus de deux fois supérieures à celles de la Suisse qui, elle, affiche le meilleur ratio européen. Le territoire de la Confédération helvétique présente pourtant une topographie identique. Mais à la différence de l'Autriche, ce pays a fait le choix de recourir à l'atome après avoir tiré tout ce qu'il pouvait de son potentiel d'électricité d'origine hydraulique, expliquent les experts de Energy for Humanity.

### La Norvège à l'honneur

« Les bons élèves du climat carburent aux renouvelables, hydroélectricité comprise, et au nucléaire », résume l'étude. Au tableau d'honneur figure ainsi la Norvège, riche de ses innombrables barrages. De même que la France, puissance nucléaire, dont les émissions ont baissé de plus de 10 % entre 2010 et 2015 après avoir déjà reculé de plus de 7 % entre 2005 et 2010. On y trouve aussi la Suède, qui combine énergie renouvelable et énergie nucléaire.

Mais le pays ayant accompli la plus grande réduction de ses émissions est le Royaume-Uni. De 643,9 millions de tonnes en 2010, elles sont passées à 536,9 millions en 2015. L'ONG y voit l'effet d'une « politique climatique et énergétique ambitieuse, mais pragmatique ». A noter enfin que la croissance n'est pas forcément l'ennemie du combat climatique. La Pologne, la Slovaquie et la République tchèque sont également parvenues à réduire leurs niveaux d'émissions tout en développant leur économie. — J. C.